

Zeitschrift:	Technische Mitteilungen / Schweizerische Post-, Telefon- und Telegrafenbetriebe = Bulletin technique / Entreprise des postes, téléphones et télégraphes suisses = Bollettino tecnico / Azienda delle poste, dei telefoni e dei telegraфи svizzeri
Herausgeber:	Schweizerische Post-, Telefon- und Telegrafenbetriebe
Band:	61 (1983)
Heft:	6
Artikel:	Conférence de plénipotentiaires de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) à Nairobi = Konferenz der Regierungsbevollmächtigten der Internationalen Fernmeldeunion (UIT) in Nairobi
Autor:	Dupuis, Gilbert
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-875706

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Conférence de plénipotentiaires de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) à Nairobi

Konferenz der Regierungsbevollmächtigten der Internationalen Fernmeldeunion (UIT) in Nairobi

Gilbert DUPUIS, Berne

Zusammenfassung. Von Ende September bis Anfang November 1982 tagte in Nairobi die 12. Konferenz der Regierungsbevollmächtigten der Internationalen Fernmeldeunion (UIT). Sie hatte sich zu befassen mit der Revision des Internationalen Fernmeldevertrages aus dem Jahre 1973, Fragen der Entwicklung des Fernmeldebewesens vor allem in den Ländern der Dritten Welt, den Wahlen in den auf 41 Mitglieder erweiterten Verwaltungsrat, des Generalsekretärs und seines Stellvertreters sowie u. a. Finanzfragen (Budgetrahmen bis 1989, Personal, Beitragsskala). Die Debatten standen stark im Zeichen einer Verpolitisierung vieler Fragen und der Spannung zwischen Industrie- und Entwicklungsländern.

Résumé. Entre la fin du mois de septembre et le début du mois de novembre 1982, la 12^e Conférence de plénipotentiaires de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) a siégé à Nairobi. Elle a été consacrée à la révision de la Convention internationale des télécommunications de 1973, aux problèmes relatifs au développement des télécommunications, surtout dans les pays du tiers monde, aux élections au Conseil d'administration (porté à 41 membres), à celles du secrétaire général et du vice-secrétaire général. Elle a aussi traité de questions financières (bases du budget jusqu'en 1989, personnel, classes de contribution). Les débats ont été fortement marqués par la politisation de nombreuses questions abordées et par des tensions entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Conferenza dei plenipotenziari dell'UIT a Nairobi

Riassunto. A Nairobi ha avuto luogo, dalla fine di settembre all'inizio di novembre 1982, la 12^{ma} conferenza dei plenipotenziari dell'Unione Internazionale delle Telecomunicazioni (UIT). La conferenza si è occupata della revisione della Convenzione internazionale delle telecomunicazioni del 1973, dei problemi relativi all'evoluzione del settore delle telecomunicazioni soprattutto nei Paesi del terzo mondo, delle elezioni del consiglio d'amministrazione ampliato a 41 membri, del segretario generale e del suo sostituto come pure, tra l'altro, di questioni finanziarie (plafond del bilancio di previsione fino al 1989, personale, scala dei contributi). Le discussioni sono state caratterizzate dalla massiccia politicizzazione di molti problemi e dalle tensioni fra i Paesi industriali e quelli in via di sviluppo.

1 Introduction

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (UIT), la douzième depuis la création de l'Union en 1865, a siégé durant six semaines (du 28 septembre au 7 novembre 1982) à Nairobi, Kenya. Organe suprême de l'Union, cette Conférence avait pour objectif la révision de la Convention internationale des télécommunications, traité intergouvernemental liant les Etats membres de l'Union, dont le dernier réexamen a eu lieu en 1973, à Malaga-Torremolinos (Espagne).

La Conférence a réuni quelque 1100 délégués représentant 147 pays, sur les 157 membres de l'Union, ainsi que des observateurs de nombreuses organisations internationales. Ouverts par Daniel Arap Moi, président du Kenya, les travaux se sont déroulés sous la présidence du Ministre des transports et des communications du Kenya. La Suisse, dont la délégation était placée sous la direction de M. R. Trachsel, Directeur général des PTT, a exercé une des vice-présidences.

Les travaux ont été marqués par une politisation croissante des débats. Ainsi, la question chypriote, les problèmes de l'exclusion d'Israël de l'organisation, de l'admission de la Namibie et du statut de l'Afrique du Sud ont fortement alourdi, voire même troublé l'atmosphère des débats, étant entendu qu'une exclusion d'Israël aurait rendu aléatoire la poursuite de la Conférence. Par ailleurs, la disparité entre pays en développement et pays développés se marque de manière très sensible

1 Einführung

Vom 28. September bis zum 7. November des vergangenen Jahres tagte in Nairobi, zum zwölften Mal seit der Gründung der UIT im Jahre 1865, die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten der Internationalen Fernmeldeunion (UIT). Als oberstes Organ hatte sie den Auftrag, den letztmals im Jahre 1973 in Malaga-Torremolinos überarbeiteten Internationalen Fernmeldevertrag, der ein die Mitglieder der Union verpflichtender zwischenstaatlicher Vertrag ist, zu revidieren.

Von den 157 Mitgliedern waren 147 mit rund 1100 Delegierten in Nairobi vertreten, und zahlreiche internationale Organisationen hatten Beobachter entsandt. Eröffnet wurde die Konferenz vom Präsidenten Kenias, Daniel Arap Moi. Der Vorsitz wurde dem kenianischen Minister für das Transport- und Fernmeldewesen übertragen. Die Schweiz, deren Delegation PTT-Generaldirektor R. Trachsel anführte, wurde mit einer Vizepräsidentschaft betraut.

Wie nie zuvor wurden diesmal die Geschäfte verpolitisiert. Die Zypernfrage, die Frage, ob Israel aus der Union auszuschliessen und ob Namibia in diese aufzunehmen sei und welcher Status Südafrika zukomme, wirkten sich erschwerend auf die Verhandlungen aus, denn es liegt auf der Hand, dass etwa ein Ausschluss Israels die Konferenz hätte scheitern lassen. Der Umstand, dass die Kluft zwischen Industrie- und Entwicklungsländern auch auf dem Gebiet der Fernmeldetechnik immer grösser wird, liess letztere ihre Forderungen mit grosser Heftigkeit

dans les télécommunications et la technologie qu'elles impliquent, ce qui suscite des revendications de plus en plus véhémentes de la part des pays moins favorisés.

De longues délibérations ont été nécessaires pour concilier dans la nouvelle Convention, compte tenu des ressources limitées, les exigences des pays en développement et celles des pays développés. Pour les uns, il est essentiel que l'UIT puisse poursuivre son travail technique dans un domaine où le développement de la technologie ouvre sans cesse de nouvelles possibilités, alors que, pour les autres, l'établissement d'infrastructures nouvelles et le développement des infrastructures existantes est absolument primordial.

Malgré la difficulté des négociations, des compromis acceptables ont été trouvés et les résultats de la Conférence sont satisfaisants. Le fonctionnement de l'Union jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires (1989) est assuré.

La Conférence de plénipotentiaires s'est terminée avec la signature de la nouvelle Convention internationale des télécommunications par 132 pays. La délégation suisse, qui représentait également la Principauté de Liechtenstein, a signé la Convention de Nairobi, ses protocoles additionnels et le protocole additionnel facultatif sur le Règlement obligatoire des différends.

2 Elections

Une des tâches de la Conférence est d'élire les membres du Conseil d'administration ainsi que le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les cinq membres du Comité international d'enregistrement des fréquences.

Compte tenu du fait que le nombre des membres de l'Union a passé de 140 à 157 depuis 1973, la Conférence de plénipotentiaires a décidé de porter de 36 à 41 le nombre de membres du Conseil d'administration. Les régions A (Amérique du Sud), D (Afrique) et E (Asie et Australasie) ont bénéficié de cette augmentation. La Suisse a conservé son siège au Conseil.

Quant aux élections des fonctionnaires dirigeants de l'UIT, elles ont donné les résultats suivants:

M. *Richard E. Butler* (Australie), jusqu'ici vice-secrétaire général, a été élu secrétaire général et M. *Jean Jipguep* (Cameroun), vice-secrétaire général. Les trois membres du Comité international d'enregistrement des fréquences qui se présentaient pour une nouvelle période ont été réélus et les deux autres sièges devenus vacants ont été attribués à des ressortissants des mêmes pays que précédemment. La volonté d'un changement, dans la continuité, s'est ainsi manifestée.

3 Révision de la Convention

La Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) avait envisagé de transformer la Convention en une Constitution. La Conférence suivante (Malaga-Torremolinos 1973) n'a pas retenu cette idée qui a continué toutefois son chemin dans les esprits. Une résolution charge maintenant le Conseil d'administration d'examiner le partage de la Convention en deux instruments:

keit vorbringen. Sie betonten, dass für sie die Erstellung neuer und die Erweiterung bestehender Infrastrukturen unbedingt Vorrang habe. Demgegenüber war den Industrieländern daran gelegen, dass die UIT ihre Tätigkeit, die sich auf einem Gebiet abwickelt, wo die Technologie unablässig neue Möglichkeiten schafft, fortsetzen kann. So erstaunt nicht, dass sich die Forderungen beider Staatengruppen wegen der begrenzten Mittel erst nach langen Beratungen in Einklang bringen liessen.

Trotz all dieser Schwierigkeiten wurden annehmbare Kompromisse gefunden, und die Ergebnisse der Konferenz sind dennoch befriedigend. Die Funktionstüchtigkeit der Union ist so bis zur nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten im Jahre 1989 gewährleistet.

Der neue Internationale Fernmeldevertrag wurde schliesslich von 132 Ländern, darunter die Schweiz, unterzeichnet. Die schweizerische Delegation, die auch das Fürstentum Liechtenstein vertrat, unterzeichnete zudem ihre Zusatzprotokolle und das fakultative Zusatzprotokoll über das Zwangsschiedsverfahren.

2 Wahlen

Zu den Aufgaben der Konferenz gehört es, die Mitglieder des Verwaltungsrates, den Generalsekretär, den Vize-Generalsekretär und die fünf Mitglieder des Internationalen Ausschusses für Frequenzregistrierung zu wählen.

Weil die Zahl der Mitglieder der Union seit 1973 von 140 auf 157 angewachsen ist, beschloss die Konferenz, die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates von 36 auf 41 zu erhöhen und die fünf neuen Sitze den Regionen A (Südamerika), D (Afrika) und E (Asien und Südostasien) zuzuerkennen. Die Schweiz konnte ihren Sitz im Verwaltungsrat wahren.

Der Australier *Richard E. Butler*, bisher Vize-Generalsekretär, wurde zum Generalsekretär und der aus Kamerun stammende *Jean Jipguep* zum Vize-Generalsekretär ernannt. Drei der fünf Mitglieder des Internationalen Ausschusses für Frequenzregistrierung stellten sich zur Wiederwahl; sie wurden bestätigt. Zwei Mitglieder hatten auf ihr Mandat verzichtet und wurden durch Vertreter des gleichen Landes ersetzt. Die Ergebnisse dieser Wahlen zeigen, wie sehr man sich vom Willen zur Kontinuität leiten liess.

3 Überarbeitung des Vertrags

Die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Montreux (1965) hatte erwogen, den Vertrag in eine Verfassung umzuwandeln. Die Konferenz von Malaga-Torremolinos (1973) kam dann von diesem Vorhaben ab, ohne allerdings zu bewirken, dass diese Idee nicht in zahlreichen Köpfen weiterlebt. Nun ist der Verwaltungsrat beauftragt worden zu untersuchen, ob sich der Vertrag nicht in zwei Teile gliedern liesse, nämlich

- in eine die Bestimmungen grundsätzlicher Art vereinende Verfassung und
- in einen die möglicherweise einer periodischen Überarbeitung bedürfenden Bestimmungen enthaltenden Vertrag.

- une Constitution regroupant les dispositions de caractère fondamental
- une Convention comprenant les autres dispositions qui, de par leur nature, pourraient nécessiter une révision périodique.

Cette modification ne pourra toutefois prendre effet qu'à partir de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, si la proposition du Conseil d'administration y est acceptée.

La Conférence a revu l'ensemble des chapitres de la Convention actuelle (Dispositions fondamentales et Règlement général). En effectuant cette révision, les plénipotentiaires ont mis l'accent sur les principes d'universalité de l'Union, de rotation et de distribution géographique pour les postes à hautes responsabilités, que ce soit pour les conférences ou le personnel de l'Union, ainsi que sur les questions de coopération et d'assistance technique.

Dans le domaine des finances, la Conférence a arrêté le plafond des dépenses annuelles de l'Organisation jusqu'en 1989. Les plénipotentiaires ont manifesté une volonté très nette d'économie dans toutes les branches d'activité et à tous les niveaux de l'Union. Ainsi, non seulement le secrétariat est appelé à gérer ses ressources avec une extrême parcimonie, mais les Conférences et autres réunions devront être informées des répercussions financières des décisions qu'elles prennent. Il ne reste qu'à souhaiter que chaque délégué, chaque groupe, chaque commission d'études, chaque conférence seront suffisamment sages pour manifester ce même esprit d'économie.

Le principe du libre choix de la classe de contribution aux dépenses de l'Union, particularité de l'UIT et de l'UPU, a été maintenu. Toutefois le tableau des classes d'unités contributives des membres de l'Union a été modifié vers le haut et vers le bas

- vers le haut, la classe d'unité maximale a été fixée à 40 contre 30 actuellement, avec la possibilité pour tout membre de choisir un nombre d'unités contributives supérieur;
- vers le bas, la classe d'unité minimale a été portée de $\frac{1}{2}$ à $\frac{1}{4}$ d'unité avec une classe de $\frac{1}{8}$ pour les pays les moins développés, tels qu'ils sont recensés par les Nations Unies, et pour d'autres pays déterminés par le Conseil d'administration de l'Union.

Parmi les changements importants acceptés, notons en outre

- l'introduction de la langue arabe comme langue officielle de l'Union, en plus de l'anglais, du chinois, de l'espagnol, du français et du russe;
- l'élection des directeurs des Comités consultatifs internationaux par la Conférence de plénipotentiaires au lieu des Assemblées plénières respectives, comme cela était le cas jusqu'ici. Toutefois, les prochaines Assemblées plénières du CCITT (1984, 1988) et du CCIR (1986) éliront encore les directeurs des Comités consultatifs internationaux conformément aux dispositions de la Convention de Malaga-Torremolinos.

La Conférence a fixé le programme des conférences administratives régionales et mondiales jusqu'en 1989. Quinze conférences figurent au calendrier, dont l'une

Dieser Vorschlag wird jedoch erst nach der nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten in Kraft treten können, sofern der Antrag des Verwaltungsrates angenommen wird.

Die Konferenz ist sämtliche Kapitel des Vertrags — also der Grundlegenden Bestimmungen und der Allgemeinen Geschäftsordnung — durchgegangen. Hierbei hat sie auf die Grundsätze der Universalität der Union, der Rotation und der angemessenen geographischen Verteilung der hohen Ämter grosses Gewicht gelegt und auch den Fragen der Zusammenarbeit und der technischen Unterstützung ihre Aufmerksamkeit geschenkt.

Was die Finanzen anbelangt, hat die Konferenz den Höchstbetrag der bis zum Jahr 1989 zu tätigenden jährlichen Ausgaben festgelegt. Dieses Geschäft machte deutlich, dass den Delegierten sehr daran gelegen war, in allen Tätigkeitsbereichen und auf allen Ebenen der Union Einsparungen zu erzielen. So muss nicht nur das Sekretariat seine finanziellen Mittel mit Zurückhaltung verwalten, auch die verschiedenen Konferenzen haben sich über die finanziellen Auswirkungen ihrer Entscheidungen klar zu werden. Es bleibt zu hoffen, dass jeder Delegierte, jede Gruppe, jede Studienkommission, jede Konferenz gleiches Verständnis für diesen Sparwillen zeigen werde.

Der der UIT und dem Weltpostverein (UPU) eigene Grundsatz, dass jedes Mitglied selbst bestimmen kann, in welchem Umfang es für die Ausgaben der Union aufkommen will, ist beibehalten worden. Eine Änderung erfahren hat allein die Abstufung der Beitragsklassen, die nach oben und unten ausgedehnt worden sind:

- So zählt die höchste Beitragsklasse statt 30 nun 40 Einheiten, wobei es jedem Mitglied freigestellt ist, sich für eine noch höhere Einheit zu entscheiden.
- Die niedrigste Beitragsklasse zählt nicht mehr $\frac{1}{2}$, sondern $\frac{1}{4}$ Einheit, und für die gemäss den Vereinten Nationen am wenigsten entwickelten sowie für andere vom Verwaltungsrat der UIT bezeichnete Länder wurde gar eine Beitragsklasse zu $\frac{1}{8}$ Einheit geschaffen.

Bedeutungsvoll waren ferner die beiden Beschlüsse,

- das Arabische dem Englischen, Chinesischen, Spanischen, Französischen und Russischen gleichzustellen und zur Amtssprache der Union zu erklären und
- die Direktoren der Internationalen Beratenden Ausschüsse nicht mehr durch ihre Vollversammlung, sondern durch die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten wählen zu lassen. Die Vollversammlungen des CCITT von 1984 und 1988 und die des CCIR von 1986 werden allerdings ihre Direktoren nochmals selber wählen.

Auch hat die Konferenz das Programm der bis 1989 abzuuhaltenden regionalen und weltweiten Verwaltungskonferenzen aufgestellt. Es werden deren 15 sein, wobei jene über die Benützung der Umlaufbahn der geostationären Satelliten und die Planung der sich dieser Umlaufbahn bedienenden Dienste eine der bedeutendsten sein dürfte.

Hinsichtlich der technischen Hilfe hat die Konferenz verschiedene Beschlüsse gefasst, die die Tätigkeit und die Wirksamkeit der Union verstärken sollen. Nachdem die

des plus importantes est celle relative à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et à la planification des services spatiaux utilisant cette orbite.

Dans le domaine de la coopération et de l'assistance techniques, la Conférence a pris plusieurs décisions en vue de renforcer l'activité et l'efficacité de l'Union. Après avoir inscrit dans la Convention que l'assistance technique est un des objets de l'Union et, à ce titre, que certaines activités seront financées par le budget ordinaire, elle a

- chargé le conseil d'administration et le secrétaire général d'étudier une présence plus étoffée de l'UIT dans les régions de façon à accroître l'efficacité des Administrations des pays en développement;
- décidé d'établir un programme volontaire spécial de coopération technique comportant des contributions financières, des services de formation professionnelle ou toute autre forme d'assistance pour satisfaire au mieux les besoins des pays en développement en matière de télécommunications;
- reconnu la nécessité de prendre des mesures en vue d'accorder une plus grande priorité aux investissements et aux programmes d'aide en matière de télécommunications, en raison de l'importance que revêt ce secteur pour le développement socio-économique;
- invité le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à envisager favorablement une augmentation des crédits pour les projets multinationaux de coopération technique et pour les activités d'appui sectorielles dans le domaine des télécommunications.

La Conférence a également décidé de créer une «Commission internationale indépendante pour le développement des télécommunications mondiales». Cette commission, composée de représentants des centres de décision les plus élevés des administrations, des exploitations et de l'industrie des pays en développement et des pays développés, ainsi que des grandes institutions financières et de toute autre autorité appropriée, aura pour mandat de proposer des méthodes pour améliorer la coopération technique, le transfert des ressources et de proposer des méthodes pour stimuler le développement des télécommunications.

La Conférence a encore pris un certain nombre d'autres décisions dans les domaines des finances, du personnel et des pensions, de ses relations extérieures, du fonctionnement des conférences et de la rationalisation du travail du secrétariat. Les décisions ont donné lieu en partie à une modification de la Convention et du Règlement général, où sont consignés dans quelque quatre-vingt résolutions, recommandations et vœux. Les plus importantes de ces décisions portent encore sur

- l'adoption de l'unité monétaire du Fonds monétaire international (le DTS), au même titre que le franc-or, pour les comptes internationaux entre Administrations
- l'utilisation accrue de l'ordinateur dans les activités du Comité international d'enregistrement des fréquences et l'examen de l'avenir à long terme de ce comité
- le réexamen de la participation aux travaux de l'UIT d'organisations non gouvernementales à caractère international
- la liquidation des arriérés

Konferenz im Vertrag festhalten liess, dass die technische Hilfe eines der Ziele der Union sei und gewisse Tätigkeiten aus dem ordentlichen Budget bestritten werden müssten, hat sie

- den Verwaltungsrat und den Generalsekretär beauftragt, die Möglichkeit einer stärkeren Präsenz der UIT in den Entwicklungsländern zu prüfen;
- beschlossen, ein fakultatives Sonderprogramm auszuarbeiten, das u. a. die Gewährung finanzieller Beiträge, die Schaffung von Diensten zur beruflichen Ausbildung und Dienstleistungen zur Steigerung der Effizienz der Fernmeldedienste in den Entwicklungsländern vorsieht;
- die Notwendigkeit anerkannt, Massnahmen zu treffen, die es erlauben, angesichts der Bedeutung, die dem Fernmeldewesen für die gesellschaftliche und die wirtschaftliche Entwicklung eines Landes zukommt, die entsprechenden Investitionen und Hilfsprogramme durchzusetzen;
- das Entwicklungsprogramm der Vereinten Nationen (UNDP) ersucht, eine Erhöhung der Geldmittel für die multinationale Projekte der technischen Hilfe und für die Unterstützung auf einzelnen Gebieten des Fernmeldewesens wohlwollend zu erwägen.

Die Konferenz hat überdies beschlossen, eine unabhängige internationale Kommission für die Entwicklung des weltweiten Fernmeldewesens zu schaffen. Diese aus Vertretern der höchsten Entscheidungsinstanzen der Verwaltungen, Unternehmen und Industrien der Industrie- und der Entwicklungsländer sowie bedeutender Banken sich zusammensetzende Kommission soll den Auftrag bekommen, Mittel und Wege zu finden, um die technische Zusammenarbeit und die Versorgung mit personellen und finanziellen Mitteln zu verbessern und die Entwicklung des Fernmeldewesens voranzutreiben.

Des weiteren hat die Konferenz einige Entscheidungen geringerer Bedeutung bezüglich der Finanzen, des Personals, der Pensionen, der Beziehungen nach aussen, der Abwicklung der Konferenzen und der Arbeit des Sekretariats getroffen. Einige dieser Entscheidungen haben eine Änderung des Vertrags oder der Allgemeinen Geschäftsordnung erfordert, andere zu Entschliessungen, Empfehlungen oder Begehren Anlass gegeben. Sie betreffen unter anderem:

- die Sonderziehungsrechte (SZR) des Internationalen Währungsfonds, die als dem Goldfranken gleichgestellte Währungseinheit zur Abrechnung zwischen den Verwaltungen verwendet werden sollen
- die Verwendung des Computers durch den Internationalen Ausschuss für Frequenzregistrierung sowie zur Untersuchung der langfristigen Entwicklung
- die Teilnahme der regierungsunabhängigen internationalen Organisationen an den Arbeiten der UIT
- die Begleichung rückständiger Beträge
- die Fernmeldeausstellungen
- die Zusammenarbeit mit dem Weltpostverein auf dem Gebiet der elektronischen Post
- die Verbreitung von Informationen
- den langfristigen Raumbedarf der Union
- das Jahr der Kommunikation

In zwei Entschliessungen endlich sprach die Konferenz der Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft

- les expositions de télécommunication
- la décision de collaborer avec l'Union postale universelle dans le domaine du courrier électronique
- la libre diffusion de l'information
- l'examen des besoins en locaux à long terme
- l'Année mondiale des communications

Deux résolutions sont dédiées à des remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse, d'une part, pour l'aide apportée dans le domaine des finances par la mise à disposition de fonds pour faciliter la trésorerie de l'Union et, d'autre part, pour le soin, la compétence et la précision apportées à la vérification des comptes de l'Union par le Contrôle fédéral des finances.

La nouvelle Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1984 entre les membres dont les instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés avant cette date.

4 Conclusion

La Conférence de Nairobi a probablement été une des conférences de plénipotentiaires les plus difficiles de ces vingt dernières années. En effet une conférence d'une institution spécialisée, reliée mais non subordonnée à l'Organisation des Nations Unies, devrait être préservée des discussions à caractère purement politique pour lesquelles l'ONU forme le cadre idéal. Toutefois, on décèle depuis quelques années un changement de tendance et l'apparition de composants politiques même dans les questions apparemment les plus techniques. Par l'apparition de nouvelles majorités, donnant aux pays en développement un poids déterminant au sein des organisations des Nations Unies, la recherche du consensus qui autrefois était la règle devient de plus en plus difficile. Cette évolution présente un danger à long terme pour une organisation dont la vocation est de faciliter le développement des télécommunications mondiales, domaine dans lequel une entente est absolument indispensable. On ne peut en effet concevoir le fonctionnement correct de services internationaux en l'absence de normes techniques, opérationnelles ou tarifaires. Jusqu'à présent l'UIT a toujours obtenu les moyens d'offrir un cadre adéquat pour mener ces travaux à bien. Le plus vif souhait que l'on puisse formuler est que son rôle fondamental ne soit pas remis en question dans le futur au nom de raisons souvent fort éloignées de l'objet de l'Union. Ce ne fut certes pas le cas lors de la Conférence de plénipotentiaires de Nairobi, mais un certain nombre de questions susceptibles de remettre en question le rôle fondamental de l'UIT ont été laissées en suspens ou déférées à l'examen du Conseil d'Administration. La prochaine Conférence de plénipo-

ihren Dank aus für die der Union zur Verfügung gestellten Geldmittel und die sachverständige, sorgfältige Prüfung ihrer Rechnung.

Der neue Vertrag wird am 1. Januar 1984 unter jenen Mitgliederländern in Kraft treten, deren Ratifikations- oder Beitrittsurkunden bis dahin hinterlegt sind.

4 Schlussfolgerungen

Die Konferenz von Nairobi war wohl eine der schwierigsten der letzten zwanzig Jahre. Man sollte meinen, dass die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten einer so speziellen Einrichtung, wie es die der UNO angegliederte, aber nicht unterstellte UIT ist, von Diskussionen politischer Art verschont bleiben müsste. Leider ist dem nicht so, denn seit einigen Jahren nehmen auch noch so technische Gespräche einen mehr oder weniger politischen Verlauf. Dadurch, dass die Entwicklungsländer in den der UNO angegliederten Organisationen immer grösseres Gewicht erlangen, wird es zusehends schwieriger, die bislang übliche Einigung zu erzielen. Diese Entwicklung birgt eine nicht zu unterschätzende Gefahr, hat die UIT doch die Aufgabe, das Fernmeldebewesen in aller Welt zu fördern. Doch wie sollen internationale Dienste funktionieren, wenn technische, betriebliche und tarifliche Normen fehlen?

Es bleibt zu hoffen, dass die grundlegende Aufgabe der UIT nicht durch Absichten, die hiermit nicht das geringste zu tun haben, gefährdet wird. So ganz unbegründet ist diese Befürchtung nicht, denn in Nairobi wurden immerhin einige Fragen, welche die besagte grundlegende Aufgabe der UIT in Zweifel ziehen, in der Schwebe gelassen oder zur Prüfung an den Verwaltungsrat überwiesen.

Die nächste Konferenz der Regierungsbevollmächtigten der UIT wird im Jahre 1989 in Frankreich durchgeführt werden. Sie wird für die Zukunft der UIT von entscheidender Bedeutung sein. Bis dahin aber werden sich alle Mitglieder anstrengen müssen, wenn die Hoffnungen, welche sowohl die Industrie- als auch die Entwicklungsländer in die UIT setzen, in Erfüllung gehen sollen.

tentiaires aura lieu en 1989. Invitée par la France, elle sera d'extrême importance pour l'avenir de l'Union. Dans l'intervalle, un effort soutenu de tous les membres sera nécessaire pour que se réalisent les espoirs mis en l'Union tant par les pays en développement que par les pays industrialisés.